

LE 27 MARS ET SES SUITES... ÇA CONTINUE !

- ✓ Après la journée de grève du 27 mars, l'action continue : **JPO perturbées** dans la Sarthe (voir article ci-dessous), l'Aisne, la Manche, l'Ille-et-Vilaine, les Côtes d'Armor, la Haute-Garonne, la Dordogne, les Hautes-Pyrénées... Des **communiqués de presse** sont diffusés et les **médias** locaux relaient l'info comme à Clamecy dans la Nièvre ou à Marseille...

Le président **Sarkozy** est attendu de pied ferme à la préfecture de Cahors (Lot) le 8 avril...

Lu dans la presse

Maine Libre du 1^{er} avril 2008

Hôtel des finances : les syndicats protestent contre la fusion des services

Les syndicats ont profité de la journée portes ouvertes hier à l'hôtel des finances pour distribuer des tracts au public. Ils dénoncent la suppression de plusieurs emplois.

Les quelques agents des impôts qui recevaient le (maigre) public en distribuant des tracts hier devant le nouvel hôtel des finances qui ouvrait ses portes faisaient grise mine. Non, les représentants syndicaux CGT-FO-SNUI ne sont pas contre le rapprochement des services des impôts, déjà situé rue aux Cordiers, et de la trésorerie, auparavant située rue Châtelaine. « Le rapprochement géographique, c'est bien, notamment pour une personne qui veut régler un problème sur le calcul de l'impôt et qui peut le résoudre sur un même lieu. On ne remet pas en cause le principe, mais plutôt la fusion qui doit intervenir ces jours-ci et qui va impliquer des suppressions d'emplois. »

« Un accueil de moins bonne qualité »

Selon les syndicats, à la fin de l'année, onze emplois (impôts et trésorerie) auront disparu à Mangers depuis début 2007

alors que l'effectif total est passé de 80 à 58 agents en huit ans. « La création de l'hôtel des finances n'entraîne pas de suppression de postes », affirme la direction départementale du Trésor public. « L'usager y gagnera en simplicité puisqu'il ne s'adressera plus qu'à une personne », indique son homologue des Impôts qui annonce que l'effectif de l'hôtel des finances de Mangers est de 64 : 58 agents des impôts et 6 du trésor. Un personnel du trésor dénonce « un accueil de moins bonne qualité pour le public ».

Un projet de loi qui inquiète

Autre fait dénoncé par le personnel, dont une partie a fait grève plusieurs jours depuis le début de l'année : le transfert de plusieurs services de Mangers au Mans. Ainsi, les enregistrements des actes cadastraux. « Aujourd'hui, le particulier va à Mangers, mais le professionnel devra aller au



Les représentants syndicaux craignent pour l'avenir des services publics.

Mans. « Une partie du service du cadastre a été transférée au Mans, confirment les services fiscaux. Mais les enregistrements se font toujours à Mangers. Quant aux suppressions d'emplois à Mangers, l'évolution informatique fait que le

personnel est déployé différemment. La même situation va se retrouver partout. » Plus globalement, les syndicats s'inquiètent du projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires qui, selon eux, « prévoit notamment de mettre

en disponibilité, sans traitement ni indemnité de chômage, tout fonctionnaire dont le poste est supprimé ou qui revient d'un congé parental ».

Benjamin NOLIERE

Toulon (83)

■ manifestation

Impôts et Trésor : « non aux suppressions d'emploi »



Hier, à Toulon, le cortège des manifestants a voulu rencontrer les responsables de leurs deux administrations.
(Photo Gérard Raynaud)

Plus d'une centaine de fonctionnaires venus des centres des Impôts et des recettes du Var, syndiqués ou non, se sont rassemblés, hier matin, devant la Cité administrative de Toulon, à l'appel national d'une intersyndicale CGT Impôts et CGT Trésor/Fédération des Syndicats Unifiés (SNUI Impôts et Sud Trésor): Les organisations syndicales entendaient dénoncer les conditions de la fusion de leurs deux administrations et ses conséquences : la suppression de milliers d'emplois au plan national par économie budgétaire.

Dans le Var, ce sont 40 à 80 suppressions annuelles qu'entraînera la restructuration durant les trois ans à venir, « selon les choix locaux ».

«... et non à la mobilité des fonctionnaires»

Les agents des Impôts, du Trésor, mais aussi du cadastre, des hypothèques et des Domaines, sont d'autant plus inquiets pour leur avenir et pour celui du service public, qu'un projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires est venu alourdir le tableau. Un projet vécu comme une menace pour la sécurité de l'emploi par un maximum d'agents, venus grossir le cortège.

Celui-ci, bannières au vent, a pris la direction de la Trésorerie générale, Place Besagne. Une délégation d'une ving-

taine de personnes devait être reçue par le Trésorier payeur général et le directeur des services fiscaux, qui eux-mêmes à terme ne feront plus qu'un. Ce qui n'a pu avoir lieu, l'ensemble des manifestants désirant participer au dialogue. Le ton est monté, et la rencontre a finalement eu lieu à l'entrée des locaux. Le mécontentement de la base a paru très vif.

Durant la journée d'hier, la grève a été suivie par 50% des agents des Impôts (46% selon la direction), et par 23% des agents des recettes (selon la Trésorerie générale).

« Transfert au privé »

« On supprime des postes, mais les missions continueront d'être assurées! Il y aura transfert de compétences au privé. Nous ne serons plus fonctionnaires d'Etat, puisqu'on veut nous faire passer sous le statut d'agences. Que deviendra notre indépendance? Il y a risque de dérives », se sont indignés l'administratrice régionale de la FDSU des Impôts, Anne-Marie Olivieri et Patrice Moulun, responsable CGT Impôts.

« Nous serons rémunérés par les redevances des collectivités territoriales, par le biais des impôts locaux et des taxes. Le contribuable paiera donc des services qui sont aujourd'hui gratuits. Regardez ce qui s'est passé pour le service de l'eau, transféré à de grands groupes délégués du service public. »

DSF de Créteil (94)

Rassemblement à l'Hôtel des Finances le 27 mars



Recette Générale des Finances - Paris (75)

Rassemblement du 27 mars



MANIFESTATION ■ Le personnel de l'Hôtel des Finances de Clamecy a manifesté, hier après-midi

Des services publics en perdition

Les salariés et syndicats de l'Hôtel des Finances ont protesté, hier, contre la fusion entre le Trésor et les Impôts. Ils ont été rejoints par des usagers des services de santé.

Céline Chouard

Hier, c'était journée portes ouvertes à l'Hôtel des Finances. Pascal Bresson, trésorier-payeur général, et Philippe Baudier, directeur des services fiscaux, en ont profité pour inaugurer, en présence de Jean-Marc Fenet, Directeur général des impôts, la fusion entre les Impôts et le Trésor public.

Une fusion qui n'est pas du goût des syndicats CGT et SNUI (syndicat national unifié des impôts) qui l'ont fait savoir en organisant un piquet de grève, à l'entrée du centre des impôts.

« En ce premier jour de la fusion – et ce n'est pas un poisson d'avril – nous avons des craintes pour notre avenir », a lancé Luc Barré, de la CGT. « Nicolas Sarkozy avait promis de faire cette fusion pendant sa campagne au prétexte qu'il y a des doublons entre les deux services. C'est faux ! Nous faisons deux métiers différents ».

Aujourd'hui, 130 000 agents



SOLLICITÉ. Les usagers de la santé et des élus ont profité de la venue de Jean-Marc Fenet, Directeur général des impôts, pour lui donner un message à transmettre au gouvernement suite à la fermeture de la maternité.

sont répartis entre le Trésor et les Impôts. « L'objectif du gouvernement à l'horizon 2017 est d'avoir 70 000 personnes ».

« Ça fait des années qu'on se ramasse des suppressions d'emplois », surenchérit Philippe Perez (SNUJ).

« Un service rendu différent »

L'objectif de la réforme engagée est, normalement, de simplifier les démarches fiscales des usagers en leur proposant un interlocuteur unique en créant la direction générale des finances publiques.

Les syndicats ne sont pas d'accord avec cette vision des choses. « Aujourd'hui, vous payez vos impôts au Trésor et vous effectuez vos autres démarches de déclaration de revenus, réclamations, donations... auprès des Impôts. Ce qui implique d'avoir les deux centres à proximité. Or, ce n'est pas le cas de certaines communes.

Avec cette réforme, les contribuables effectueront toutes leurs démarches auprès de la Trésorerie de leur commune. Si des questions plus complexes se posent, il faudra s'adresser à un interlocuteur des Impôts. Ce qui pourra se faire sans problème dans les communes où les deux services seront rapprochés. Sinon, il faudra s'adresser à Nevers. Au final, le service rendu

ne sera plus le même, qu'on vive à la campagne ou en ville et on craint la fermeture des trésoreries. »

« On voit, aussi, qu'on vide l'Hôtel des Finances de sa substance », estiment les salariés. À Clamecy, l'Hôtel des Finances emploie vingt-sept personnes. ■

➔ **Grève.** 55 % des agents des impôts étaient en grève dans la Nièvre, la semaine dernière.

Un message au gouvernement

Les Usagers de la santé, des élus et quelques Clamecycois ont remis, hier, symboliquement, au Directeur général des impôts, « ce qui reste de notre maternité ».

Dans de grands sacs, des tétines, des bouteilles de lait, des magazines pour jeunes parents, des alèses... « Cette fermeture est un vrai drame. Ça fait des années qu'on se bat et on ne nous écoute pas », a expliqué Robert Mory.

« Je transmettrai votre message à mon ministre Éric Woerth. Mais je vous réviens que je n'ai pas accès à Roselyne Bachelot », a répondu, dans un sourire, Jean-Marc Fenet. ■

Tours (37)

La Nouvelle République du 28 mars 2008

Le personnel des finances en grève, hier



Un rassemblement des agents des deux directions (Trésor, impôts) a eu lieu sur les sites de la Trésorerie générale et de l'hôtel des impôts.

A l'appel des syndicats CGT Trésor, CGT Impôts et SNUI, les personnels des finances du département étaient en grève, hier. Un rassemblement des agents des deux directions (Trésor, impôts) a eu lieu sur les sites de la trésorerie générale et de l'hôtel des impôts. Le syndicat national du trésor CGT dénonce les conditions de la fusion des deux directions imposées par le ministre Éric Woerth.

« Cette restructuration de grande ampleur engendrerait la suppression massive de postes et

services, explique le syndicat, soit un minimum de 20 000 suppressions d'emplois en quatre ans, une dégradation de nos missions et du service public rendu aux usagers. D'autre part, le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires entériné le 18 mars dernier remet en cause le statut des fonctionnaires et les garanties liées à l'emploi public ».

La CGT affirme qu'elle « reste déterminée à préserver le plus largement possible un réseau public de proximité et un service rendu de qualité à tous les citoyens ».